

Cote du document:	<u>EB 2009/97/R.21/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>11 c) i)</u>
Date:	<u>15 septembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh pour le

Projet sectoriel participatif d'aménagement hydraulique à petite échelle

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session
Rome, 14-15 septembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Nigel Brett

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation pour approbation	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Financing Agreement (Accord de financement)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire du Bangladesh pour le projet sectoriel participatif d'aménagement hydraulique à petite échelle, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Carte de la zone du projet

People's Republic of Bangladesh Participatory Small-scale Water Resources Sector Project



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République populaire du Bangladesh

Projet sectoriel participatif d'aménagement hydraulique à petite échelle

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Banque asiatique de développement
Emprunteur:	République populaire du Bangladesh
Organisme d'exécution:	Département du génie de l'administration locale (sous l'égide du Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives)
Coût total du projet:	107,3 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	14,16 millions de DTS (équivalant approximativement à 22,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceur:	Banque asiatique de développement
Montant du cofinancement:	55,0 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	32 ans, y compris un différé d'amortissement de huit ans, avec un intérêt de un pour cent (1%) l'an pendant le différé d'amortissement et de un et demi pour cent (1,5%) l'an par la suite
Contribution de l'emprunteur:	26,6 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,7 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	Banque asiatique de développement
Institution coopérante:	Banque asiatique de développement

Proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh pour le projet sectoriel participatif d'aménagement hydraulique à petite échelle

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Au Bangladesh, le secteur de l'hydraulique est confronté à des problèmes majeurs tels que les fortes inondations annuelles, l'érosion provoquée par les cours d'eau et la pénurie d'eau en saison sèche. Ces problèmes sont accentués par l'insuffisance d'infrastructures hydrauliques, la participation limitée des bénéficiaires à leur gestion et le manque de ressources allouées à leur exploitation et à leur entretien. La situation est aggravée par l'amenuisement des terres agricoles du fait de l'empiètement des villes et par la demande en produits alimentaires d'une population en croissance constante. Si l'on veut augmenter durablement la production agricole et améliorer les moyens de subsistance des ruraux pauvres, il est impératif de mettre en place un aménagement hydraulique efficace dans une optique participative.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République populaire du Bangladesh un prêt d'un montant de 14,16 millions de DTS (équivalant approximativement à 22,0 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du projet sectoriel participatif d'aménagement hydraulique à petite échelle. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. Le montant encore disponible pour le Bangladesh au titre du cycle SAFP 2007-2009 s'élève à 22,0 millions d'USD. Il sera entièrement engagé dans ce projet, le Bangladesh recevant ainsi l'intégralité de son allocation SAFP.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. La capacité du Gouvernement du Bangladesh à assurer le service de sa dette extérieure est satisfaisante et le bilan du gouvernement en matière de remboursement des prêts du FIDA est excellent.

Flux de fonds

5. Le prêt du FIDA sera déposé sur un compte spécial géré par le bureau de gestion du projet. Ces fonds seront ensuite versés sur un compte d'exploitation du projet, géré lui aussi par le bureau de gestion du projet.

Modalités de supervision

6. Le prêt du FIDA sera supervisé et administré par la Banque asiatique de développement.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Conformément aux principes d'harmonisation inscrits dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, il est proposé que le FIDA adopte les politiques et procédures de la Banque asiatique de développement en matière de passation de marchés et de décaissement de prêts ainsi que les règles relatives aux marchés publics (2008) de l'emprunteur, si la Banque asiatique de développement le permet. En conséquence, les sections concernées des Conditions générales du FIDA

applicables au financement du développement agricole ne seront pas suivies, au profit des politiques et procédures de la Banque asiatique de développement.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) la mise en place d'un système d'audit interne et externe; ii) l'établissement de critères d'admissibilité stricts pour la sélection des sous-projets; iii) la création d'un site web propre au projet, dans un souci de transparence en matière de passation de marchés; et iv) l'appui d'une équipe d'assistance technique chargée du renforcement des capacités en matière de passation de marchés et de gestion financière.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Le principal groupe cible du projet est composé de petits paysans ou d'agriculteurs marginaux, à savoir, au Bangladesh, les ménages possédant entre 0,5 et 1 hectare de terre. Dans le cas du présent projet, un groupe cible secondaire réunit des ménages sans terres exploitables auxquels la croissance à assise large de l'agriculture offrirait la possibilité soit de travailler comme journaliers soit de trouver un emploi dans le secteur non agricole. Il ressort d'études menées durant la phase de conception que 90% des ménages qui bénéficieraient des systèmes qui seront mis en place appartiennent à ces deux catégories. La composition du groupe cible est conforme au programme d'options stratégiques (COSOP) du FIDA pour le Bangladesh ainsi qu'avec la politique du Fonds en matière de ciblage.

Méthode de ciblage

10. Le projet sera mis en œuvre dans tous les districts du Bangladesh, à l'exception des trois qui couvrent les collines de Chittagong. La sélection des sous-projets réalisés dans le cadre du projet constitue le principal outil de ciblage. L'un des critères d'admissibilité est que 40% au moins de la zone d'intervention d'un sous-projet appartiennent à des ménages d'agriculteurs sans terres exploitables, à des agriculteurs marginaux ou à de petits agriculteurs.

Participation

11. L'un des aspects essentiels de ce projet est la participation des bénéficiaires à la gestion de l'hydraulique à petite échelle. Les bénéficiaires adhèreraient à des associations de coopératives de gestion de l'eau et seraient formés dans les domaines de la gestion de l'eau et de la production agricole et halieutique. Ils collaboreraient également avec des sociétés de louage de main-d'œuvre.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le projet a pour objectif de mettre en place des systèmes d'hydraulique à petite échelle durables conduits par les parties prenantes.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le projet est associé à un programme de réformes politiques visant à: i) améliorer le cadre de décision/de planification et juridique pour l'aménagement hydraulique à petite échelle; ii) encourager une approche intégrée de gestion et de conservation des ressources en eau; iii) améliorer et soutenir l'exploitation et l'entretien; et iv) promouvoir la gouvernance dans le domaine de la gestion de l'eau.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le projet s'inscrit dans le droit fil du sous-programme 3 du COSOP du FIDA pour le Bangladesh. Plus particulièrement, il financera pour l'essentiel la mise en place d'une infrastructure favorable aux pauvres, la plupart des travaux de construction étant réalisés par des sociétés de louage de main-d'œuvre. Par ailleurs, le projet est en parfaite harmonie avec l'importance accordée par le Cadre stratégique du FIDA

2007-2010 à la gestion durable des ressources naturelles. De plus, il sera axé sur la gouvernance des ressources naturelles et garantira la participation des pauvres par le biais de leur représentation au sein des associations de gestion de l'eau.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le projet est tout à fait conforme aux priorités gouvernementales. Il a notamment été conçu en appui à la Politique nationale de l'eau (1999), aux Directives gouvernementales pour la gestion participative de l'eau (2001), au Plan national de gestion de l'eau (2004) et au Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (2005).

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Le projet est financé par la Banque asiatique de développement et le FIDA. À quatre reprises, il a été soumis à l'examen du sous-groupe des donateurs chargé du secteur de l'hydraulique à Dacca (actuellement présidé par l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas) afin de permettre aux partenaires de développement actifs dans ce secteur de formuler leurs observations.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le projet comprend trois composantes: i) renforcement institutionnel, afin de développer les capacités et l'aptitude des organismes publics qui, à tous les niveaux, appuient l'aménagement hydraulique à petite échelle; ii) élaboration participative de sous-projets, afin d'affiner les aspects essentiels de la formulation des sous-projets, de renforcer les capacités des pauvres et de permettre aux associations de coopératives de gestion de l'eau de planifier, de mettre en œuvre, d'exploiter et d'assurer l'entretien des sous-projets; et iii) mise en place de petites infrastructures hydrauliques, avec la construction et l'entretien de quelque 230 sous-projets hydrauliques à petite échelle, et l'amélioration de la performance de 150 sous-projets, au maximum, issus de projets antérieurs et susceptibles de tirer des avantages supplémentaires d'interventions peu coûteuses.

Catégories de dépenses

18. Les catégories de dépenses sont au nombre de sept: i) travaux de génie civil (87%); ii) machines et équipement (1%); iii) consultants chargés du renforcement des capacités (1%); iv) renforcement des capacités (2%); v) coordination du projet (4%); vi) dépenses de fonctionnement (2%); et vii) financement durant l'exécution (3%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. L'agent principal du projet est le Département du génie de l'administration locale, sous l'égide du Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives. Les autres partenaires sont le Département de la vulgarisation agricole, le Département des pêches, le Département des coopératives, l'Office national des ressources en eau, le Département de l'environnement, l'Agence de développement rural de Bogra, l'Agence nationale de développement rural de Comilla, l'Institut national de l'administration locale, l'Organisme de planification des ressources en eau, le Ministère des terres, le Département des affaires féminines, l'Institut national de recherche halieutique et l'Université d'ingénierie et de technologie du Bangladesh.

Responsabilités en matière d'exécution

20. L'Unité de gestion intégrée des ressources hydrauliques, au sein du Département du génie de l'administration locale, sera responsable de l'appui au suivi-évaluation (S&E) des sous-projets d'hydraulique à petite échelle ainsi que de la réalisation, de l'exploitation et de l'entretien. Un bureau de gestion du projet sera

mis en place au sein de l'unité précitée afin de gérer et de coordonner les activités du projet. Entre le siège et les districts, on compte dix bureaux régionaux (chacun couvrant entre quatre et huit districts) qui seront chargés de la formation, de la supervision, de l'inspection et du suivi des sous-projets achevés. Au niveau du district et au niveau local, des comités de planification et d'exécution assureront une coordination harmonieuse. Les autorités locales, les bureaux du Département du génie de l'administration locale au niveau de la région et du district, les facilitateurs recrutés auprès d'organisations non gouvernementales (ou de sociétés) et les assistants communautaires recrutés au niveau local appuieront la création des associations de coopératives de gestion de l'eau. Le Département des coopératives, le Département de la vulgarisation agricole et le Département des pêches participeront au renforcement des capacités des associations de coopératives de gestion de l'eau par le biais de services d'appui à la vulgarisation. Ces associations seront responsables de l'exploitation et de l'entretien après l'achèvement des sous-projets.

Rôle de l'assistance technique

21. Les consultants seront recrutés conformément aux directives pour l'emploi de consultants par la Banque asiatique de développement et ses emprunteurs (2007). Le projet passera un contrat avec un bureau d'études international pour la fourniture de l'assistance technique durant l'exécution, pour un montant estimatif de 6,5 millions d'USD. Par ailleurs, des cabinets de conseil seront recrutés au plan national pour la réalisation d'études de faisabilité des sous-projets et d'études techniques détaillées.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Les principaux documents nécessaires pour la mise en œuvre du projet sont notamment les suivants: i) les accords de prêt types entre le FIDA et la Banque asiatique de développement; et ii) le modèle de projet de développement, qui doit être préparé et approuvé par le gouvernement. Les mémorandums d'accord existants entre le Département du génie de l'administration locale et les organisations partenaires du projet faciliteront la mise en œuvre des activités.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du projet est de 107,3 millions d'USD sur huit ans. Les sources de financement sont le FIDA (20,5%), la Banque asiatique de développement (51,3%), le gouvernement (24,7%) et les bénéficiaires (3,5%). En avril 2009, l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Dacca, qui devait fournir un cofinancement sous forme de don, a annoncé la suspension de tous les nouveaux engagements (pour le Bangladesh) en 2009, d'où un déficit de financement. Une proposition visant à octroyer un prêt supplémentaire d'environ 10,0 millions d'USD pour couvrir ce déficit sera présentée au Conseil d'administration du FIDA en avril 2010.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

24. Le projet permettra d'améliorer les moyens d'existence en milieu rural grâce au financement d'investissements pour la gestion participative à petite échelle des ressources en eau – maîtrise des inondations, amélioration du drainage, conservation de l'eau et aménagement de la zone d'intervention – sur 208 450 hectares de terres cultivables au total. Pour les 324 400 ménages de bénéficiaires directs (soit 1,7 million de personnes environ), les principaux gains seront l'accroissement de la production agricole, l'intensification des systèmes de culture, l'extension des zones de pêche et d'élevage du poisson et l'amélioration des rendements dans le domaine halieutique. En moyenne, dans les trois échantillons de sous-projet examinés durant la phase de conception, plus de 80% des bénéficiaires directs étaient classés comme pauvres.

Viabilité économique et financière

25. Le taux de rentabilité économique des sous-projets proposés varie entre 26% et 28% et celui de l'ensemble du projet est de 29%. Le taux de rentabilité financière, quant à lui, s'élève à 28%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Le projet mettra à profit le système de gestion de la performance des projets et la base de données exhaustive sur la gestion des informations, tous deux en place au sein du Département du génie de l'administration locale. Des études destinées à contrôler et évaluer les avantages générés par le projet seront effectuées, tous les cinq ans, par un prestataire de services recruté par le Département du génie de l'administration locale. Un exercice de S&E des effets sera réalisé une fois par an. Dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur du projet, le bureau de gestion du projet présentera un plan d'exécution/de suivi détaillé qui devra être examiné et approuvé par la Banque asiatique de développement et le FIDA. De plus, durant la période d'exécution, le bureau de gestion du projet mènera des enquêtes socio-économiques pour chacun des sous-projets.

Innovations en matière de développement

27. Le projet introduira un mécanisme novateur de partage des frais d'entretien. Il s'efforcera en outre de détourner le Département du génie de l'administration locale et les bénéficiaires d'une perspective à court terme axée essentiellement sur la conception et la construction d'infrastructures au profit d'une perspective à long terme tenant compte également de la durabilité des systèmes de gestion de l'eau mis en place. Le projet mettra aussi en évidence l'importance que revêt la gouvernance dans le secteur de l'hydraulique. Il renforcera les responsabilités des prestataires chargés des infrastructures hydrauliques vis-à-vis des associations de coopératives de gestion de l'eau par le biais d'accords de sous-projet. Le projet envisage également la possibilité d'étendre l'aménagement hydraulique intégré à petite échelle aux collines de Chittagong, sur la base d'une étude complémentaire réalisée par le fonds de partenariat pour le financement de l'hydraulique.

Approche d'élargissement

28. Ce projet est le troisième d'une série de projets d'aménagement de l'hydraulique à petite échelle, chaque projet successif élargissant sa portée sur la base des enseignements tirés de l'expérience et d'un processus itératif d'amélioration de la conception.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le projet devra faire face à deux risques majeurs: i) les insuffisances dans l'exploitation et l'entretien des nouvelles infrastructures; et ii) les retards dans la mise en œuvre du renforcement institutionnel. Les mesures d'atténuation prévues comprennent l'adoption d'une approche élargie concernant l'entretien, moyennant une stratégie d'exploitation et d'entretien des sous-projets d'aménagement hydraulique à petite échelle. En ce qui concerne le renforcement institutionnel, le projet mettra en évidence le rôle fondamental joué par l'unité de gestion intégrée des ressources hydrauliques s'agissant d'aménagement hydraulique à petite échelle, créera des postes permanents au sein de l'unité, renforcera ses capacités et confiera des responsabilités d'exploitation et d'entretien et de S&E au Département du génie de l'administration locale au niveau régional afin d'améliorer la portée des interventions. Les risques exogènes tels que les catastrophes naturelles seront également atténués (en partie au moins) grâce à des mesures de maîtrise des inondations et d'amélioration du drainage.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale de la Banque asiatique de développement, le projet a été classé en catégorie B. Des études environnementales initiales ont été réalisées pour trois modèles de sous-projet et des procédures relatives à l'évaluation et à l'analyse environnementales ont été préparées en vue de leur application durant la période d'exécution.

K. Durabilité

31. Les sous-projets bénéficieront d'un appui dans une optique d'amélioration de la gestion de l'eau. Deux stratégies clés seront adoptées afin d'en garantir la durabilité. En premier lieu, l'accent sera mis sur l'exploitation et l'entretien de chaque sous-projet. La contribution des bénéficiaires sera essentielle, de même que la plantation d'arbres sur les remblais. En deuxième lieu, l'importance que revêt la création d'associations communautaires chargées de l'autogestion des sous-projets sera mise en évidence. La durabilité sera renforcée grâce à un processus participatif de qualité et à la mise en place d'un programme de formation solide – notamment sur les aspects juridiques – à l'intention des membres des associations de coopératives de gestion de l'eau et des comités de gestion.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quatorze millions cent soixante mille droits de tirage spéciaux (14 160 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

Participatory Small-Scale Water Resources Sector Project

(Negotiations concluded on 04 August, 2009)

Loan Number: _____

Project Title: Participatory Small-Scale Water Resources Sector Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

People's Republic of Bangladesh (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS

- A. the Borrower has requested a Loan from the Fund for the purposes of partially financing the Participatory Small-Scale Water Resources Sector Project described in Schedule 1 to this Agreement;
- B. the Asian Development Bank ("ADB") has agreed to extend a Loan to the Borrower of approximately fifty-five million United States dollars (USD 55 000 000) (the "ADB Loan") to assist in co-financing the Project on terms and conditions set forth in an agreement (the "ADB Loan Agreement") between the Borrower and ADB;

NOW THEREFORE the parties agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provision identified in Section E paragraph 2 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is fourteen million one hundred and sixty thousand Special Drawing Rights (SDR 14 160 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of the principal amount of the Loan and service charge shall be payable on each 1 March and 1 September.
6. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of twenty six million six hundred thousand United States dollars (USD 26 600 000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Local Government Engineering Department of the Borrower's Ministry of Local Government Rural Development and Cooperatives.
2. The following are designated as additional Project Parties:
 - (a) the Department of Agriculture Extension,
 - (b) the Department of Fisheries,
 - (c) the Department of Cooperatives,
 - (d) the Bangladesh Water Development Board,
 - (e) the Department of Environment,
 - (f) the Rural Development Academy (RDA), Bogra
 - (g) the Bangladesh Academy for Rural Development, Comilla
 - (h) the National Institute of Local Government,
 - (i) the Water Resources Planning Organisation,
 - (j) the Ministry of Land,
 - (k) the Department of Women Affairs,
 - (l) the Bangladesh Fisheries Research Institute, and
 - (m) the Bangladesh University of Engineering and Technology.
3. The Project Completion Date shall be the eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan shall be administered and the Project supervised by the ADB as the Cooperating Institution.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) the ADB Loan Agreement has failed to enter into full force and effect within 360 days of the entry into force of this Agreement, and substitute funds are not available to the Borrower on terms and conditions acceptable to the Fund; and

- (b) the right of the Borrower to withdraw the proceeds of the ADB Loan has been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part, or the ADB Loan has become due and payable prior to the agreed maturity thereof; or any event has occurred which, with notice of the passage of time, could result in any of the foregoing.
2. Section 7.05 (Procurement) of the General Conditions shall not apply to this Agreement.
- For purposes of this Agreement, all goods, works and consulting services to be financed out of the proceeds of the Loan shall be subject to and governed by ADB's *Procurement Guidelines* (2007, as amended from time to time) and the Borrower's Public Procurement Rules, 2008 when permissible by ADB. Consultants shall be recruited in accordance with ADB's *Guidelines on the Use of Consultants* (2007, as amended from time to time) and in accordance with Schedule 4 to the ADB Agreement.
3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

Bangladesh Country Programme Manager
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

Secretary
Economic Relations Division
Ministry of Finance, Government of
People's Republic of Bangladesh
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka 1207, Bangladesh

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

For the Borrower

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall be carried in 46 districts for new subprojects and 61 districts for improvement of existing subprojects financed under ADB Loan No. 1381-BAN and ADB Loan No. 1831-BAN in the territory of the Borrower, and shall benefit rural livelihoods through financing of investments in participatory small-scale water resources management.
2. *Goal.* The goal of the Project is to enhance productivity and sustainability in agriculture through sustainable small-scale water resources management systems in subproject areas.
3. *Objectives.* The objectives of the Project are to achieve small-scale water resources management systems within the Project Area, by financing subproject investments in the small-scale water resources sector, including subprojects for flood management, drainage improvement, water conservation and command area development including surface water irrigation.
4. *Parts.* The Project shall consist of the following Parts:

Part A: Institutional Strengthening

Under this Part A, the Project shall provide training to the Local Government Engineering Department, Integrated Water Resources Management Unit, Department of Cooperative Staff and staff of other institutions involved in the small-scale water resources sector.

(a) Capacity Enhancement of Local Government Engineering Department

- (i) provide training to Integrated Water Resources Management Unit staff on planning and design, operations and maintenance, social and gender development, and social and environmental capabilities;
- (ii) support the decentralisation of Monitoring and Evaluation and operations and maintenance from the Integrated Water Resources Management Unit to the Local Government Engineering Department regional offices and create revenue budget positions for the senior sociologist and senior assistant engineer (water resources) in ten Local Government Engineering Department Regional offices; and
- (iii) provide training to the Local Government Engineering Department regional, district and *upazila* offices staff on technical, social, financial and environmental dimensions of small-scale water resources development.

(b) Institutional Strengthening of Department of Cooperatives

- (i) establish a dedicated water cell within the Department of Cooperatives;
- (ii) prepare and provide a training programme and materials for trainers and the water management cooperative associations' staff;
- (iii) provide training to the Department of Cooperatives and Local Government Engineering Department field staff on the provision of statutory, regulatory and promotional services; and

- (iv) provide support to the Department of Cooperatives district level offices to improve outreach.

(c) Improved Performance Monitoring

- (i) streamline and improve the existing project management information system database of the Local Government Engineering Department; and
- (ii) expand the existing project management information system database to allow access and the sharing of information among the key partner line departments, including the Department of Agriculture Extension, Department of Fisheries and Department of Cooperatives.

Part B: Participatory Subproject Development

(a) Water Resources Oriented Support Programmes

- (i) provide agricultural extension services to promote rapid adoption of improved and environmentally sound agricultural practices, including:
 - (a) integrated pest management;
 - (b) expanding production of high yielding variety rice crops; and
 - (c) crop diversification;
- (ii) provide fisheries extension services and training to stakeholders in managing fisheries resources.

(b) Operation and Maintenance Capacity Building of Water Management Cooperative Associations

Provision of training to water management cooperative associations in about 150 better performing subprojects financed under ADB Loan Nr. 1381-BAN on the small-scale water resources development sector project and the ADB Loan Nr. 1831-BAN on the second small-scale water resources development sector project, in (i) Operations and Maintenance planning, (ii) technical and financial management skills, and (iii) operation and maintenance cost recovery from subproject beneficiaries.

(c) Participation of Women in Subproject Development

- (i) provide training to Water Management Cooperative Associations' staff in women's roles in income generating activities and livelihood enhancement;
- (ii) give priority employment to women to undertake earthworks subprojects; and
- (iii) provide microfinance opportunities.

Part C: Small-Scale Water Resources Infrastructure and Project Implementation Support

- (a) construction, rehabilitation and development or improvement of about 230 small-scale water resources subprojects, including flood management, drainage improvement, water conservation and command area development including surface water irrigation; and

- (b) improvements of about 150 better performing subprojects financed under ADB Nr. 1381-BAN on the small-scale water resources development sector project and ADB Loan Nr. 1831-BAN on the second small-scale water resources development sector project.

II. Implementation Arrangements

1. *Implementation Arrangements.*

- (a) The Project shall be implemented pursuant to Schedule 5 to the ADB Loan Agreement, as amended from time to time.

2. *Project Monitoring.*

- (a) Within six (6) months of the Effective Date, the Project Management Office shall submit a detailed implementation-monitoring plan to the Fund for review and concurrence. The Project Management Office shall also conduct initial baseline physical and socio-economic surveys on each of the subprojects during the Project Implementation Period.
- (b) Within nine (9) months of the Effective Date, the Project Management Office shall establish a project monitoring system with gender disaggregated data. The Local Government Engineering Department shall ensure that the Implementation Monitoring and Evaluation Division shall conduct a performance evaluation of the project services and shall submit its evaluation report to the Fund not later than six (6) months after the completion of the Project.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan and Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan and to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (Expressed in SDR)	% of Eligible Expenditures to be financed
1. Civil Works	11 430 000	100% net of taxes, co-financing, counterpart funding
2. Training	1 580 000	40% net of taxes, co-financing, counterpart funding
3. Benefit Monitoring and Evaluation	150 000	40% net of taxes, co-financing, counterpart funding
4. Unallocated	1 000 000	
TOTAL	14 160 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Benefit Monitoring and Evaluation” means any eligible expenditure for monitoring and evaluation of the subprojects and impact study of the small-scale water resources (SSWR), related to the Project.

“Civil works” means any eligible expenditure for water management.

“Training” means any eligible expenditure for among others, training and capacity building including fees for trainers, venue and transportation costs, subsistence allowance for participation.

Schedule 3

Special Covenants

For the purposes of this Agreement, the Borrower shall ensure that all disbursements under the Financing shall be made in accordance with ADB's Loan *Disbursement Handbook* (January 2007, as amended from time to time).

Key reference documents

Country reference documents

Poverty Reduction Strategy Paper (2005)

National Water Management Plan (2004)

National Water Policy (1999)

Guidelines for Participatory Water Management (2001)

IFAD reference documents

Bangladesh COSOP (April 2006)

IFAD Strategic Framework 2007-2010

Logical framework

Design Summary	Performance Targets/Indicators	Data Sources/ Reporting Mechanisms	Assumptions and Risks
Impact Enhanced productivity and sustainability in agriculture in subproject areas.	Five years after completion of the project (2022): <ul style="list-style-type: none"> Enhancing agriculture productivity (within public flood control and irrigation schemes) to Taka (Tk) 80,000/hectare (ha) Enhancing irrigated winter paddy (<i>boro</i>) yields of 6.0t/ha 	<ul style="list-style-type: none"> Data of Bangladesh Bureau of Statistics National poverty level data ADB and development partner reports External independent performance evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> Macroeconomic and political stability Government continues to support agricultural extension activities Government continues to support sector policies for water resources management
Outcome Sustainable small-scale water resources management system in subproject areas	At the end of the project (2017): <ul style="list-style-type: none"> At subproject sites with a total area of 208,450 ha, increased cereal production from 551,000 tons to 729,000 tons and non-cereal production from 280,000 tons to 409,000 tons 379 WMCAs (with at least one third female membership) demonstrate their ability to plan, implement, operate and maintain small-scale water resources management systems 	<ul style="list-style-type: none"> Data of Bangladesh Bureau of Statistics Ministry of Finance, Bangladesh Economic Review LGED MIS database Data held by Registrar, DOC on audited, re-elected and trained WMCAs 	<ul style="list-style-type: none"> Participatory small-scale water resources development is investment priority for the Government WMCAs prioritizes small-scale water resources management Partner line departments include WMCAs in their annual/seasonal work plans
Output 1 – Enhanced institutional capacity and capability of government agencies at all levels that support small-scale water resources (SSWR) development	<ul style="list-style-type: none"> Revenue posts created at 10 LGED Circles and IWRMU: 4 Circles in Year 1, 4 Circles and IWRMU by Year 3, and 2 Circles by Year 5 Annual EME completed as scheduled with data to be disaggregated by gender and socio-economic category 379 WMCAs regularly provided with institutional and technical support Gender training of IWRMU staff 	<ul style="list-style-type: none"> MOLGRDC orders for creation and filling of Revenue posts LGED organization chart LGED EME reports LGED MIS database DOC data LGED MIS database DAE annual work plan DOF annual work plan 	<ul style="list-style-type: none"> Government commitment to institutional strengthening actions Created Revenue budget posts are maintained Skilled and trained staff members are retained in their respective functions
Output 2 - Refinement of subproject development process for sustainable WMCAs performing well	<ul style="list-style-type: none"> All WMCAs registered with at least 30 per cent women membership in management committee 130 new and 150 existing WMCAs are audited 229 requests for funding development of SSWR system and 150 requests for performance enhancement of existing SSWR systems approved WMCA maintenance fund sufficient for annual maintenance activities Timely maintenance and O&M fund replenished periodically 	<ul style="list-style-type: none"> DOC (gender disaggregated) data for registered WMCA and re-elected Management Committee UP data on registered societies LGED MIS database LGED data on approved subprojects LGED <i>upazila</i> (subdistrict) office DAE Block level data 	<ul style="list-style-type: none"> Commitment from WMCAs to fully participate and take over O&M responsibility Weak WMCA leadership WMCA fails to prioritize collection of maintenance funds and resorts to LGED emergency funding
Output 3 - Construction and maintenance of small-scale water resources subprojects	<ul style="list-style-type: none"> 229 SSWR subprojects completed and performance enhancement of 150 subprojects A total area of 208,450 ha covered by subprojects 	<ul style="list-style-type: none"> LGED MIS database LGED data on utilization of emergency fund WMCA records/accounts 	<ul style="list-style-type: none"> LCS operates as subcontractor and does not directly benefit target group Availability of rural labor willing to undertake earthworks

